



**PRÉFET  
DE L'EURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité bidépartementale Eure Orne**

Évreux, le 25/10/2024

**Nos réf. :** 2024/27-356

**Vos réf. :** /

**Affaire suivie par :** Aurélien DURAND

**Tél. :** 02 32 29 62 50 / 07 64 51 14 11

**Courriel :**

[aurelien.durand@developpement-durable.gouv.fr](mailto:aurelien.durand@developpement-durable.gouv.fr)

[ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr)

**Objet :** Inspection des installations classées  
Réexamen IED – Traitement de bois

**Références :** Dossier de réexamen réf. Entime 8620-006-001/Rév. A/20.06.2024  
Rapport de base réf. Entime 8621-006-001/Rév. A/22.07.2024

Monsieur le directeur,

En application de l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, vous avez transmis par courriel du 19 août 2024 un dossier de réexamen des activités de votre établissement situé à Saint-Maclou (27). Ce dossier de réexamen est déclenché par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries du secteur du traitement de bois au moyen de produits chimiques.

Le respect de ces meilleures techniques disponibles vous sera applicable à compter du 9 décembre 2024, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R. 515-70 du Code de l'environnement.

Vous avez également transmis par courriel du 27 août 2024 le rapport de base prévu à l'article L.515-30 du Code de l'environnement.

Suite à l'instruction de votre dossier de réexamen, il en ressort l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions de vos actes administratifs suivant l'article R. 515-73 du Code de l'environnement. En effet, les dispositions réglementaires actuelles régissant votre établissement et celles de l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de

**SEFOB (Scierie Exploitation Forestière  
Boulevillaise)  
503, rue Vannée – 27 210 Saint-Maclou**

produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui vous sont opposables de droit, suffisent déjà pour justifier de cette conformité à l'échéance du 9 décembre prochain.

J'appelle toutefois votre attention sur les dispositions de l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 précité qui prévoient de surveiller la concentration de polluants dans les eaux souterraines au moins une fois tous les 6 mois. Or, dans votre dossier, il est indiqué qu'aucune surveillance des eaux souterraines ne sera mise en œuvre dans la mesure où l'implantation de piézomètres engendrerait des coûts financiers et des moyens importants (devis estimatif de 50 000 € pour 3 piézomètres à une profondeur de 50 m pour atteindre la nappe de la craie). Si effectivement, il ne nous paraît pas nécessaire de réaliser des piézomètres qui atteignent la nappe de craie car, outre le coût de la mise en place, il y a plus de risque de pollution à réaliser ces ouvrages qu'à laisser la nappe sans piézomètre, il n'en demeure pas moins qu'il est nécessaire de mettre en place une surveillance des eaux souterraines pour s'assurer de l'absence de pollution éventuelle. Aussi, je vous demande de mettre en place une surveillance des eaux présentes dans la couche des limons des plateaux d'une épaisseur moyenne de 6-7 m au droit de vos installations. Compte tenu de la géologie locale, les prélèvements devront être réalisés en périodes de hautes eaux et/ou après des épisodes pluvieux pour s'assurer de la présence d'eau dans les piézomètres au moment du prélèvement.

En conséquence, sous réserve de la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines au droit du site, je prends ici acte de votre engagement de mise en conformité de l'exploitation de vos installations en regard des meilleures techniques disponibles applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les activités de préservation du bois au moyen de produits chimiques et de l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par nos soins dès à présent, et à échéance du 9 décembre 2024, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. **Vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement, ni d'appliquer des techniques alternatives. Par conséquent, tous les niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) et les mesures applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date.**

Mes services se tiennent à votre disposition pour toutes informations que vous jugeriez utiles. Je vous prie de bien vouloir me tenir informé de toute difficulté dans la mise en œuvre de ces dispositions.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation  
Le chef du bureau des risques  
technologiques chroniques,

Fabrice GRINDEL